

BE-A0521_711631_712881_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Villers-sur-Semois. Dépôt 2012. 1800-1976
(1978)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	11
Organisation.....	11
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Le Conseil communal et le Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances, patrimoine et fiscalité.....	14
État civil et population.....	15
Affaires électorales.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 3 Registres aux délibérations. 1809-1912.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
C. Correspondance générale.....	21
D. Tutelle administrative.....	21
E. Pétitions, Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
8 - 12 Dossiers relatifs à des litiges, contentieux et actions en justice qui opposent la commune à des tiers. 1837-1966.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Fusion.....	23
2. Territoire.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
1. Conseil communal.....	23
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	24
3. Bourgmestre.....	24
C. Organisation des services.....	24
1. Gestion des archives.....	24
2. Équipement matériel des services.....	24

D. Personnel des services.....	24
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	24
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	24
3. Dossiers du personnel.....	25
30 - 39 Dossiers du personnel enseignant. 1936-1976.....	25
41 - 42 Courriers émanant du fonctionnaire délégué de l'Administration des Affaires provinciales et communales du Ministère de l'Intérieur concernant les pensions octroyées aux veuves de membres du personnel communal. 1948-1949.....	26
43 - 44 Dossiers personnels des gardes champêtres. 1953-1976.....	26
III. Patrimoine.....	27
54 - 69 Dossiers constitués dans le cadre de ventes de terrains communaux. 1952-1976.....	27
IV. Finances et fiscalité.....	30
A. Comptabilité du secrétariat.....	30
1. Généralités.....	30
2. Budgets et annexes.....	30
74 - 85 Budgets. 1807-1976.....	30
3. Registres de comptabilité.....	31
87 - 88 Registres d'inscription des mandats de paiement. 1871-1922.....	31
90 - 91 Grands-livres des dépenses. 1974, 1976.....	31
4. Emprunts.....	31
5. Subventions des autorités supérieures.....	31
6. Placement.....	31
B. Comptabilité du receveur.....	32
1. Registres de comptabilité.....	32
97 - 101 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1945-1975.....	32
2. Comptes et pièces justificatives.....	32
102 - 118 Pièces justificatives aux comptes. 1912-1968.....	32
119 - 122 Comptes. 1948-1974.....	33
3. Impositions et taxes.....	34
132 - 134 Livres-journaux des mutations cadastrales de la commune déclarées ou constatées. [Avant 1830]-1842.....	35
136 - 137 Croquis d'arpentage. 1846-1856.....	35
138 - 139 Rôles d'imposition pour les travaux des chemins vicinaux. 1864-1879.....	35
143 - 145 Doubles des rôles des contributions directes. 1881-1893.....	36
149 - 150 Doubles des rôles de la contribution foncière, de la contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier, ainsi que du droit de patente. 1895-1907.....	36
151 - 152 États des copropriétaires des propriétés possédées par indivis dans la commune. [XIXe siècle-XXe siècle].....	37
153 - 155 Matrices cadastrales. [deuxième moitié XIXe siècle-première moitié XXe siècle].....	37
V. État civil.....	39
A. Cimetières et funérailles.....	39
VI. Population.....	40
A. Généralités.....	40
165 - 175 Tableaux statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil. 1814-1975.....	40
176 - 182 États annuels de la population au 1er janvier. 1821-1903.....	40
B. Registres de la population et mouvements de la population.....	41
184 - 195 Registres de la population. 1847-1976.....	41

196 - 199 Registres des sorties. 1901-1976.....	42
200 - 203 Registres des entrées. 1901-1976.....	42
204 - 215 Dossiers individuels d'étrangers. 1935-1973.....	42
C. Recensements et autres états de la population.....	43
216 - 217 Tableaux présentant les résultats du recensement de la population au 31 décembre 1970. [1975].....	43
VII. Élections.....	45
A. Listes électorales et listes dérivées.....	45
B. Dossiers des élections.....	45
223 - 231 Dossiers des élections communales. 1921-1971.....	45
VIII. Affaires militaires et guerres.....	46
A. Généralités.....	46
B. Service militaire.....	46
233 - 238 Registres d'inscription pour les levées de milice. 1830-1910.....	46
239 Listes alphabétiques des inscrits. 1830-1910.....	46
--- - --- Listes des ajournés et des dispensés. 1873-1910.....	47
246 - 251 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1977.....	47
C. Guerres et conséquences.....	48
257 - 259 Dossiers de demandes d'autorisation d'utilisation des matériaux introduites auprès de la Direction provinciale des Dommages de Guerre. 1947- 1948.....	48
IX. Ordre et sécurité publics.....	50
A. Police.....	50
1. Généralités.....	50
2. Personnel.....	50
3. Missions de police administrative.....	50
4. Missions de police judiciaire.....	50
266 - 267 Registres des condamnations judiciaires. 1881-1953.....	50
270 - 292 Fiches de renseignements. [deuxième moitié XXe siècle].....	51
B. Défense aérienne passive.....	52
X. Santé publique.....	53
A. Lutte contre les maladies épidémiques.....	53
B. Police sanitaire des animaux domestiques.....	53
C. Analyse de l'eau potable.....	53
D. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	53
E. Établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	53
F. Immondices.....	53
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	55
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	55
1. Généralités.....	55
2. Bâtiments et autres installations affectés à la santé publique et à l'hygiène	55
3. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	55
4. Bâtiments affectés au culte et annexes.....	56
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, etc.).....	57
325 - 327 États généraux des chemins et sentiers. 1811-1842.....	57
340 - 341 Dossier relatifs aux travaux de construction d'aqueducs et de filets d'eau. 1937-1958.....	58
C. Travaux et inspection des cours d'eau et assainissement de terrains marécageux.....	60
D. Travaux concernant les services d'utilité publique.....	60
1. Éclairage public.....	60

2. Distribution d'eau.....	60
3. Distribution d'électricité.....	61
4. Distribution de gaz.....	62
5. Téléphone.....	62
6. Transports en commun.....	62
E. Aménagement du territoire.....	62
F. Protection des monuments et sites.....	63
XII. Enseignement.....	64
A. Généralités.....	64
B. Organisation.....	64
C. Personnel.....	64
D. Bâtiments.....	64
E. Finances.....	64
F. Avantages sociaux.....	64
XIII. Vie économique.....	65
A. Agriculture.....	65
B. Élevage.....	65
C. Circulation.....	65
D. Communication.....	65
E. Approvisionnement.....	65
396 - 397 Dossiers relatifs aux conventions signées avec d'autres communes pour la fourniture de l'eau potable. 1954-1974.....	65
XIV. Affaires sociales.....	67
XV. Commission d'Assistance publique.....	68
A. Cadre général.....	68
B. Personnel.....	68
C. Finances.....	68
411 - 412 Comptes. 1968-1973.....	68
D. Exécution des tâches.....	69
XVI. Fabriques d'église.....	70
A. Généralités.....	70
B. Paroisse Saint-Martin de Villers-sur-Semois.....	70
1. Généralités.....	70
2. Patrimoine.....	70
3. Finances.....	70
C. Paroisse Sainte-Hélène d'Orsinaing.....	70
1. Généralités.....	70
2. Patrimoine.....	71

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Villers-sur-Semois. Dépôt 2012

Période:

1800-1976 (1978)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.1402

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 426.00
- Etendue inventoriée: 6.00 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Villers-sur-Semois, 1795 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Villers-sur-Semois

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion à la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Villers-sur-Semois dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Étalle, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Villers-sur-Semois devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix d'Étalle.

La commune dépend successivement du département des Forêts, du grand-duché puis de la province de Luxembourg (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre 1814, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département de Meuse-et-Ourthe). Entre 1800 et 1823, elle fait partie de l'arrondissement administratif de Neufchâteau. Elle le quitte en vertu de l'arrêté royal du 2 janvier 1823, pour rejoindre l'arrondissement de Virton. Au niveau judiciaire, Villers-sur-Semois relève tour à tour des arrondissements d'Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (arrêté du gouverneur général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen du 12 septembre 1814), de Neufchâteau (arrêté du 17 novembre 1814), puis d'Arlon (loi du 6 juin 1839). Villers-sur-Semois relève par ailleurs du canton de milice d'Étalle à partir de 1817 ¹.

En 1823, la commune se compose des hameaux de Harinsart, Mortinsart, Orsinaing et Villers-sur-Semois ².

De manière générale, l'économie locale est tournée vers l'agriculture et l'élevage ³.

Au cours de la Première Guerre mondiale, 64 villageois sont déportés pour travail obligatoire en Allemagne. Trois décèdent en captivité et deux après leur retour, suite aux mauvais traitements dont ils ont fait l'objet ⁴. Trois soldats

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen, Louvain, 2000, 3 vol.

2 TANDEL É., Les communes luxembourgeoises, t. III : L'arrondissement de Virton, dans Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg, t. XXIII, Arlon, 1890, p. 847.

3 Art. Villers-sur-Semois, dans HASQUIN H., sous la dir. de, Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 1980, p. 1555.

4 Il s'agit de François-Joseph Felten, né à Villers-sur-Semois le 6 juin 1893, décédé à Liège le

sont reconnus comme " Morts pour la patrie " ⁵.

On compte 408 habitants en 1801, 707 en 1846, 659 en 1910, 562 en 1961 et 477 en 1976 à la veille de la fusion des communes ⁶.

En 1973, la commune qui s'étend sur plus de 1.505 hectares compte 480 habitants répartis comme suit : 174 habitants à Villers-sur-Semois, 62 à Mortinsart, 82 à Harinsart et 162 à Orsinfain. Le personnel communal se compose alors d'un secrétaire communal, d'un garde champêtre et d'un cantonnier ⁷.

Le 9 septembre 1974, la fusion d'Étalle, Buzenol, Chantemelle, Sainte-Marie-sur-Semois, Vance et Villers-sur-Semois (sauf les sections de Harinsart et Orsinfain) est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur ⁸. Le 9 décembre, le Conseil communal décide, à l'unanimité, de ne pas donner son accord pour la division de la commune et de refuser le plan de fusion. Ses membres demandent, par six voix et une abstention, que toute la commune soit fusionnée avec les communes de Rulles et de Houdemont, et émettent également le souhait que la commune ne soit pas rattachée à la commune de Habay ⁹.

Le 1er janvier 1977 et dans le cadre de l'opération de fusion des communes, la commune de Villers-sur-Semois est démembrée. Les sections de Mortinsart et Villers-sur-Semois rejoignent la nouvelle commune d'Étalle tandis que les sections de Harinsart et Orsinfain rejoignent la nouvelle commune de Habay. La commune d'Étalle se compose dorénavant des sections d'Étalle, Buzenol, Chantemelle, Sainte-Marie-sur-Semois, Vance et Villers-sur-Semois (hormis les anciennes sections de Harinsart et Orsinfain).

La fusion qui crée une commune de 3.291 habitants pour 7.878 hectares est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 : " Chef-lieu de canton et centre administratif pourra par sa situation géographique favorable assurer la gestion harmonieuse de la nouvelle entité. Il s'agit d'un ensemble rural très homogène " ¹⁰.

25 avril 1917 à son retour de captivité ; Louis-Joseph Marchal, né à Tintigny le 22 février 1896, décédé le 26 janvier 1917 à Niederzwehren des suites de privations ; Jules-Joseph Oger, né à Villers-sur-Semois le 19 avril 1882, décédé à Villers-sur-Semois le 23 novembre 1918 des suites de sa déportation ; Louis Postal, né à Villers-sur-Semois le 16 mai 1891, décédé à Niederzwehren le 6 janvier 1917 par suite de privations ; Léopold-Pierre-Joseph Sine, né à Noville le 27 août 1896, décédé à Villers-sur-Semois le 25 novembre 1918 des suites de sa déportation (AÉA, Cabinet du Gouverneur).

5 Il s'agit de Paul-Jean-Joseph Barthélémy, né à Mortinsart le 22 septembre 1893, caporal au 20e régiment de ligne, décédé à l'hôpital de Beveren le 26 mai 1918 suite de blessures ; Arsène-Victor-Joseph Dery, né à Waha le 16 septembre 1883, sergent au 8e régiment de ligne, mort au feu à Boesinghe le 28 juin 1917 ; Ernest Saussus, né à Villers-sur-Semois le 2 juillet 1890, soldat à la légion étrangère, mort au feu à Prunay (Marne) le 4 février 1915 (AÉA, Cabinet du Gouverneur).

6 Art. Villers-sur-Semois, dans HASQUIN H., sous la dir. de, Communes de Belgique,... p. 1555.

7 ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON, Commune de Villers-sur-Semois. Dépôt 2012, n° 16.

8 Courrier émanant de la Direction générale des institutions régionales et locales (AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Étalle ", n° 197).

9 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal en date du 9 décembre 1974 (AÉA, Com. Villers-sur-Semois 2012, n° 16).

10 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Moniteur belge, 25 septembre 1975).

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 sur la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Article 49. Les Corps Municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au Pouvoir Municipal, les autres propres à l'Administration générale de l'État, et déléguées par elle aux Municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissemens qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissemens publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹¹.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi

11 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

communale du 30 mars 1836.

Elle prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le collège des bourgmestre et échevins ou collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial ¹². Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose que " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836.

La mise en œuvre de cette disposition et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale ¹³, sur le dossier central de la commune d'Étalle constitué par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Entre 1882 et 1912, les archives sont conservées en bon état dans un local convenable. À partir de 1929, et ce, jusqu'en 1937, elles sont " en bon état " ¹⁴. Le 20 juin 1991, l'archiviste de l'État Pierre Hannick dresse un rapport d'inspection et de mesurage sur la situation des archives. Dans ce rapport, il est spécifié que les archives, conservées en bon état, sont entreposées dans les greniers et les caves de la maison communale sise rue du Moulin à Étalle. En 2009 et 2010, les rapports d'inspection rédigés par les archivistes de l'État Vincent Pirlot et Michel Trigalet soulèvent de nombreux problèmes, tant pour les archives avant qu'après fusion. Les archives de l'ancienne commune de Villers-sur-Semois sont, pour leur part, conservées dans le grenier du CPAS. Ce local est laissé sans surveillance et n'est pas entretenu. De nombreux documents ne sont pas conditionnés dans des boîtes ad hoc. La plupart d'entre eux étant stockés dans des sacs poubelles, dans des caisses " à bananes " ou

12 AÉA, Gouvernement provincial du Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 225. Les années 1882, 1909-1912 et 1929 à 1937 sont disponibles.

13 Idem.

14 Idem et AÉA, Com. Villers-sur-Semois 2012, n° 4.

en vrac, sous des bâches et à même le sol.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a approuvé, en date du 6 décembre 2011, une convention de partenariat avec les Archives de l'État.

Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACQUISITION

Le présent inventaire regroupe les archives émanant de trois dépôts. Le premier dépôt est mentionné par Pierre Hannick en 1970 dans son inventaire des archives communales et a trait à un registre aux délibérations du Conseil communal. Ce registre est repris sous le n° 1 du présent inventaire.

En 2009, douze registres de population de la commune de Villers-sur-Semois sont déposés aux Archives de l'État à Arlon (n° d'accroissement : 2009/11). Ils sont repris sous les n° 184 à 195 du présent inventaire.

Les archives des anciennes communes de Buzenol, Chantemelle, Étalle, Sainte-Marie-sur-Semois, Vance et Villers-sur-Semois sont quant à elles déposées aux Archives de l'État au mois de juin 2012 (n° d'accroissement : 2012/012).

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Villers-sur-Semois entre 1800 et 1976. Quelques documents produits entre 1977 et 1978 par la commune d'Étalle sont également présents dans le fonds.

Procédons par grandes séries d'archives :

LE CONSEIL COMMUNAL ET LE COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES, PATRIMOINE ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives des comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale :

l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers, que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

ÉTAT CIVIL ET POPULATION

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, les conseils provinciaux, les conseils communaux, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants.

Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

AFFAIRES ÉLECTORALES

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Avant l'établissement du suffrage universel en 1921, le droit de vote était réservé aux personnes les plus riches. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres d'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent dans les archives de l'Administration provinciale ou nationale.

TRAVAUX PUBLICS

L'Administration communale s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure,

les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales.

L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le

luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

Langue des documents

La langue du fonds est le français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les trois tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal : Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1). Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres aux délibérations récents du Conseil communal et du Collège échevinal, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁵. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Aucun cadre de classement n'existait pour les archives de la commune de Villers-sur-Semois. Des indications étaient présentes sur les boîtes, mais elles étaient très diverses et en aucun cas standardisées. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁶.

¹⁵ <http://geoportail.wallonie.be>.

¹⁶ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Gestion du patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sport et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance, puis Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- 1 1 - 3 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1809-1912.
15 novembre 1809 - 20 novembre 1842. 1 volume
- 2 4 janvier 1864 - 4 décembre 1895. 1 volume
- 3 16 décembre 1895 - 17 mars 1912. 1 volume
- 4 Rapports dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale
sur l'état des affaires de la commune. 1892-1899. 1 chemise

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

Consulter le n° 7 du présent inventaire.

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 5 Correspondance générale reçue par les autorités communales et
autres pièces ayant trait à divers sujets. 1816-1963. 1 chemise

D. TUTELLE ADMINISTRATIVE

- 6 Courrier émanant du gouverneur de la province dans lequel il
communique les instructions du ministre de l'Intérieur ayant trait à
la rédaction des tableaux statistiques de nomenclature des
communes et des recensements de la population. 29 juillet 1843. 1 pièce
- 7 Rapport dressé par le commissaire d'arrondissement sur
l'inspection des registres de population, du registre des étrangers,
des listes de milice, la tenue des registres aux délibérations du
Conseil communal et du Collège échevinal, la comptabilité du
secrétaire ainsi que l'aménagement du bureau communal. 1961. 1 chemise

E. PÉTITIONS, RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

8 - 12 DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE QUI OPPOSENT LA COMMUNE À DES TIERS. 1837-1966.

- | | | |
|----|---|-----------|
| 8 | Compagnie des chemins de fer de Virton, 1871-1872. | 1 chemise |
| 9 | Fabrique d'église de Villers-sur-Semois, 1867-1869. | 1 chemise |
| 10 | Fineuse Englebert, 1837-1838. | 1 chemise |
| 11 | Pl. F., 1965-1966. | 1 chemise |
| 12 | Thiry Jean-Pierre, 1846. | 1 chemise |
| 13 | Pétition adressée par des habitants de Mortinsart concernant la nécessité de réaliser des travaux d'assèchement et d'assainissement indispensables à la salubrité publique dans leur section. 1916. | 1 pièce |
| 14 | Pétition adressée par les habitants d'Orsinfraing aux autorités communales en vue d'obtenir l'installation du téléphone dans leur section. [première moitié XXe siècle]. | 1 pièce |
| 15 | Requête adressée par les habitants de la section d'Orsinfraing aux autorités communales concernant l'éclairage public et le réseau d'égout. 1971. | 1 pièce |

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

- 16 Dossier ayant trait à la fusion des communes. 1974-1976.
1 chemise

2. TERRITOIRE

- Procès-verbal de division du territoire de la mairie. 21 janvier 1801 (1er pluviôse an IX).
- 17 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune et de sa division en section. 1819.
1 cahier
- Procès-verbal de la division du territoire de la commune de Villers-sur-Semois en sections. 1820.
- Tableau indicatif de la longueur des lignes, de l'ouverture des angles et des directions qui déterminent la véritable circonscription de la commune pour faire suite au procès-verbal de délimitation. [1820 ?].
- Procès-verbal de délibération des conseils municipaux des communes de Villers-sur-Semois et Rulles au sujet de la délimitation de leur territoire. 1822.
- 18 Courrier émanant du directeur régional du cadastre demandant la liste des noms de rues existant dans la commune afin de procéder aux rectifications sur la matrice cadastrale et réponse du bourgmestre afférente. 1974.
2 pièces

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 19 Pièces relatives à la prestation de serment et à la démission de conseillers. 1947-1971.
1 chemise
- 20 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à la fixation du montant des jetons de présence. 1972.
1 pièce

-
- 21 2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS
Procès-verbaux de prestation de serment d'échevins. 1953-1971.
1 chemise
- 22 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs
à la fixation du traitement des échevins. 1965-1976.
1 chemise
- 23 3. BOURGMESTRE
Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs
à la fixation du traitement du bourgmestre. 1965-1976.
1 chemise
- C. ORGANISATION DES SERVICES*
- 24 1. GESTION DES ARCHIVES
Courriers échangés entre le bourgmestre et le conservateur de
l'Administration du Cadastre concernant l'état déplorable des plans
cadastraux et la nécessité de les renouveler. 1960.
2 pièces
2. ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES SERVICES
Consulter en outre le n° 7 du présent inventaire.
- D. PERSONNEL DES SERVICES*
- 25 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÉGLEMENTS
Dossier relatif au statut pécuniaire des agents communaux ainsi
qu'aux allocations et autres avantages octroyés à ceux-ci. 1960-
1976.
1 chemise
- 26 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant
trait à l'affectation du personnel communal en prévision de la
fusion des communes. 1976.
1 pièce
- 27 2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS
GÉNÉRAUX
Tableaux statistiques du personnel communal autre que le
personnel enseignant. 1966.
2 pièces

-
3. DOSSIERS DU PERSONNEL
- 28 Dossier personnel d'Adelin Antoine, secrétaire communal. 1919-1958. 1 chemise
- 29 Dossier personnel d'Émile Rossignon, cantonnier. 1929-1974. 1 chemise
- 30 - 39 DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT. 1936-1976.
- 30 Allard Jeanne (épouse Burton), 1936-1972. 1 chemise
- 31 Burton Raymond, 1954-1956. 1 chemise
- 32 Depierreux Jeanne (épouse Antoine), 1942-1974. 1 chemise
- 33 Huart Baudouin, 1954. 1 chemise
- 34 Lemaire Andrée (épouse Marbehant), 1961-1975. 1 chemise
- 35 Planchard Fernand, 1952-1954. 1 chemise
- 36 Koeune Andrée (épouse Valet), 1953-1954. 1 chemise
- 37 Vincent Michelle, 1971-1974. 1 chemise
- 38 Weynand Guy, 1969. 1 chemise
- 39 Weynand René, 1955-1976. 1 chemise
- 40 Pièces relatives au traitement de Joseph Weiker, professeur aux cours d'adultes, puis à la péréquation de la pension de sa veuve. 1946-1958. 1 chemise

41 - 42 COURRIERS ÉMANANT DU FONCTIONNAIRE DÉLÉGUÉ DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR CONCERNANT LES PENSIONS OCTROYÉES AUX VEUVES DE MEMBRES DU PERSONNEL COMMUNAL. 1948-1949.

41 Jacob Albert (receveur), 1948. 1 pièce

42 Richard François (secrétaire), 1949. 1 pièce

43 - 44 DOSSIERS PERSONNELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1953-1976.

43 Clause René, 1960-1976. 1 chemise

44 Rossignon Julien, 1953-1960. 1 chemise

45 Pièces relatives à la nomination de Marie-Raphaëlle Antoine aux fonctions de secrétaire communal. 1960. 1 chemise

III. PATRIMOINE

- 46 Acte notarié ayant trait à la vente d'une maison et d'un jardin à la section de Mortinsart en vue d'ériger une école. 1858.
1 cahier
- 47 Plan indiquant la parcelle communale sise au lieu-dit " Le Paquis ", que la section d'Orsinfaing se propose de vendre. [deuxième moitié XIXe siècle].
1 pièce
- 48 Dossier relatif à la cession ainsi qu'à la rétrocession d'emprises en lien avec les chemins de fer. 1870-1948.
1 chemise
- 49 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la demande introduite par Joseph Rossignon en vue de la suppression d'une partie du chemin repris à l'atlas des chemins vicinaux sous le n° 8 et à la réclamation introduite par Lucien Antoine. 1916.
1 pièce
- 50 Dossier relatif à la location de parcelles communales. 1918-1953.
1 chemise
- 51 Dossier relatif à la gestion du patrimoine forestier. 1921-1975.
1 liasse
- 52 Pièces relatives à la proposition du Conseil communal d'accorder, en concession, une parcelle sise aux lieux-dits " Au champs des Paquis " et " Villers-sur-Semois " à la SA Société d'électricité de la province de Luxembourg (SODÉLUX). 1930.
1 chemise
- 53 Dossier relatif à la gestion des forêts domaniales de l'ancienne gruerie d'Arlon. 1952-1966.
1 chemise
- 54 - 69 DOSSIERS CONSTITUÉS DANS LE CADRE DE VENTES DE TERRAINS COMMUNAUX. 1952-1976.
- 54 Antoine L., 1968-1969.
1 chemise
- 55 ASBL Association des œuvres paroissiales du doyenné d'Étalle, 1973.
2 pièces

56	Deny J.-C., 1973-1976.	1 chemise
57	Felten R., 1968-1969.	1 chemise
58	Heinen-Saussus R., 1972.	1 pièce
59	Laperche J., 1960-1964.	1 chemise
60	Lepage-Roussel M. (veuve) et Deny J.-C., 1972.	1 chemise
61	Mathias-Deny R., 1953.	1 pièce
62	Muller G. et Carré Y., 1969.	1 chemise
63	Pennetreau R. et François J., 1975-1976.	1 chemise
64	Postal-Hanert F., 1952-1953.	2 pièces
65	Rossignon G., 1975-1976.	1 chemise
66	SA Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX), 1961.	1 chemise
67	Thiry-Postal L. (veuve), 1962-1964.	1 chemise
68	Volvert O., 1976.	1 chemise
69	Weynand R., 1969.	1 chemise
70	Relevé des baux de terrains communaux. 1961.	1 chemise
71	Extrait du plan dressé par le Service technique provincial en vue de l'acquisition d'un emplacement sis sur la commune de Rulles et destiné à la construction du réservoir de la distribution d'eau	

communale. 1962.

1 pièce

72

Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1964-1975.

1 chemise

73

Pièces relatives à la demande introduite par Edmond Rochard en vue d'acheter l'ancienne école de Mortinsart et du jardin y adjoignant. 1973.

1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. GÉNÉRALITÉS

Consulter le n° 7 du présent inventaire.

2. BUDGETS ET ANNEXES

74 - 85 BUDGETS. 1807-1976.

74	1807-1809.	1 chemise
75	1832-1833.	2 cahiers
76	1840-1848.	1 chemise
77	1859.	1 cahier
78	1860-1869.	1 chemise
79	1870-1879.	1 chemise
80	1880-1889.	1 chemise
81	1890-1896.	1 chemise
82	1905.	1 cahier
83	1911.	1 cahier
84	1948.	1 chemise
85	1974-1976.	1 chemise

-
- 86 Relevés des sommes à transférer. 1957-1975. 1 chemise
3. REGISTRES DE COMPTABILITÉ
- 87 - 88 *REGISTRES D'INSCRIPTION DES MANDATS DE PAIEMENT.*
1871-1922.
1871-1899. 1 volume
- 88 1909-1922. 1 volume
- 89 Relevé des mandats de paiement délivrés pour les travaux de redressement de la Semois entre 1892 et 1904. 1904. 1 pièce
- 90 - 91 *GRANDS-LIVRES DES DÉPENSES.* 1974, 1976.
1974. 1 chemise
- 91 1976. 1 chemise
4. EMPRUNTS
- 92 Dossiers ayant trait aux emprunts contractés par la commune ainsi qu'aux demandes d'escomptes. 1934-1976. 1 liasse
5. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES
- 93 États justificatifs de l'emploi des subsides alloués par le Ministère de l'Intérieur pour la voirie vicinale. 1845-1856. 1 chemise
- 94 Arrêté de la Députation permanente relatif à la demande introduite par le Conseil communal tendant à obtenir des subsides pour la restauration de l'église. 1859. 1 pièce
6. PLACEMENT
- 95 Pièces relatives à la souscription de la commune pour la formation du capital de la ligne vicinale reliant Marbehan, Florenville et Sainte-Cécile. 1906-1907.

1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 96** Registre-journal de toutes les recettes et de toutes les dépenses.
1919-1922. 1 volume
- 97 - 101 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1945-1975.*
- 97** 1945. 1 chemise
- 98** 1948. 1 chemise
- 99** 1972. 1 chemise
- 100** 1973. 1 cahier
- 101** 1975. 1 chemise

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

- 102 - 118 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1912-1968.*
- 102** 1912. 1 chemise
- 103** 1935. 1 liasse
- 104** 1936. 1 liasse
- 105** 1937. 1 liasse
- 106** 1938. 1 liasse
- 107** 1939. 1 liasse

		1 liasse
108	1940.	1 liasse
109	1942.	1 liasse
110	1945.	1 liasse
111	1946.	1 liasse
112	1947.	1 liasse
113	1948.	1 liasse
114	1949.	1 liasse
115	1950.	1 liasse
116	1956.	1 liasse
117	1962.	1 liasse
118	1968.	1 liasse
119	<i>119 - 122 COMPTES. 1948-1974.</i> 1948.	1 chemise et 2 liasses
120	1950-1958.	1 chemise
121	1960-1969.	1 liasse
122	1970-1974.	1 liasse

-
- 123 Formulaires statistiques sur les comptes. 1960-1964. 1 chemise
3. IMPOSITIONS ET TAXES
- État général du cantonnement des terres de la mairie. [1800 ?].
- Tarif du produit net imposable des différentes natures de biens formé d'après les prix des denrées comparées avec la valeur des baux. 21 janvier 1801 (1er pluviôse an IX).
- 124 Matrice de rôle de la mairie et récapitulation générale de la matrice de rôle de la contribution foncière. 31 août 1802 (13 fructidor an X). 1 volume
- 125 États de classement des propriétés non bâties dans les différentes sections. 1820-1823. 1 volume
- Tableau indicatif des propriétaires et des propriétés bâties. 1820-1823.
- 126 Matrice de rôle pour la contribution foncière. 1823. 1 volume
- 127 Table alphabétique des propriétaires compris dans la matrice cadastrale. 1823. 1 cahier
- 128 Rôles matrices de la répartition des travaux à exécuter pour la réparation des chemins vicinaux. 1824-1836. 1 chemise
- 129 Rôles de répartition des travaux à exécuter pour la réparation des chemins vicinaux dans la commune. 1826-1836. 1 chemise
- 130 Matrices de rôle pour la contribution foncière des propriétés bâties et celles des portes et fenêtres de la commune. 1827-1828. 2 pièces
- 131 Extrait du plan cadastral parcellaire de la commune exécuté en 1819, révisé en 1828 et comportant des esquisses relatives à l'implantation d'un parc. 1829-[XXe siècle]. 1 pièce

132	<i>132 - 134 LIVRES-JOURNAUX DES MUTATIONS CADASTRALES DE LA COMMUNE DÉCLARÉES OU CONSTATÉES. [AVANT 1830]-1842.</i> [Avant 1830].	1 cahier
425	1832.	1 cahier
133	1834-1839.	1 chemise
134	1840-1842.	1 chemise
135	État de la demande formée par le Conseil communal pour pouvoir porter au-delà du 10e des contributions directes les rôles d'imposition pour la réparation des chemins vicinaux et courrier émanant du commissaire d'arrondissement afférent. 1842.	1 pièce
136	<i>136 - 137 CROQUIS D'ARPENTAGE. 1846-1856.</i> 1846-1849.	1 chemise
137	1850-1856.	1 chemise
138	<i>138 - 139 RÔLES D'IMPOSITION POUR LES TRAVAUX DES CHEMINS VICINAUX. 1864-1879.</i> 1864-1869.	1 chemise
139	1870-1879.	1 chemise
140	États des parcelles à expertiser. 1867-1877.	1 chemise
141	Dossier relatif à l'imposition d'un industriel pour dégradation des chemins de la commune et à la réclamation introduite par celui-ci contre cette imposition spéciale. 1868-1873.	1 chemise
142	Registre aux réclamations concernant les erreurs qui peuvent exister au cadastre. 1876-1919.	

1 cahier

*143 - 145 DOUBLES DES RÔLES DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.**1881-1893.*

143

1879-1880.

2 cahiers

144

1881.

1 cahier

145

1890-1893.

1 liasse

146

Extraits des rôles indiquant les contributions directes imposées pour la première fois ou pour la seconde fois et atteignant au moins le cens communal, ainsi que les demandes d'imposition atteignant au moins le même cens, qui, ayant été rejetées par le directeur, ont fait l'objet d'un recours devant la Cour d'appel. 1890, 1892.

2 cahiers

147

Doubles des rôles des cotisations à la contribution personnelle sur les habitations et bâtiments occupés par des personnes exemptes du paiement de l'impôt à raison de leur profession pour les années 1892 et 1893. 1893.

2 pièces

148

Double des rôles de la contribution foncière et de la contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier. 1894.

1 cahier

149 - 150 DOUBLES DES RÔLES DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE, DE LA CONTRIBUTION PERSONNELLE SUR LA VALEUR LOCATIVE, LES PORTES ET FENÊTRES ET LE MOBILIER, AINSI QUE DU DROIT DE PATENTE. 1895-1907.

149

1895-1898.

1 liasse

150

1900-1907.

1 liasse

-
- 151 - 152 ÉTATS DES COPROPRIÉTAIRES DES PROPRIÉTÉS POSSÉDÉES PAR INDIVIS DANS LA COMMUNE. [XIXE SIÈCLE-XXE SIÈCLE].*
- 151 Volume 1 (art. 2-487). 1 volume
- 152 Volume 2 (art. 494-2186). 1 volume
- 153 - 155 MATRICES CADASTRALES. [DEUXIÈME MOITIÉ XIXE SIÈCLE-PREMIÈRE MOITIÉ XXE SIÈCLE].*
- 153 Volume 5 (art. 1245-1510). 1 volume
- 154 Volume 6 (art. 1511-1800). 1 volume
- 155 Volume 7 (art. 1801-1860). 1 volume
- 156 Doubles des rôles primitifs, des premiers rôles supplétifs et des rôles n° 239B (ouvriers), en ce qui concerne la contribution foncière et la contribution personnelle sur la valeur locative (1re base), les portes et fenêtres (2e base) et le mobilier (3e base). 1908-1909. 2 cahiers
- 157 Table alphabétique des propriétaires inscrits à la matrice cadastrale. [1915]-1919. 1 volume
- 158 État des centimes additionnels sur les contributions directes et les taxes analogues, perçus jusqu'à la fin de l'exercice 1918. 1920. 1 pièce
- 159 Rôle foncier pour la section d'Orsinfain. 1927-1931. 1 cahier
- 160 Rôles de recouvrement d'une taxe sur le principal de la contribution foncière pour les exercices 1932 à 1934. 1932-1935. 1 chemise
- 161 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant de la réduction de la taxe au kilowatt de consommation lumière au profit de la section d'Orsinfain. 1937. 1 pièce

- 162 Liste des locataires d'immeubles bâtis établie dans le cadre d'une étude sur le marché locatif des bâtiments réalisée par le Ministère des Finances en vue de la péréquation cadastrale et courrier. 1975.
2 pièces
- 163 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant règlement-taxe sur l'enlèvement des immondices. 1975.
1 pièce

V. ÉTAT CIVIL

A. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

164

Actes de concession de sépulture. 1916-1967.

1 liasse

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

165 - 175 TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS AUX MOUVEMENTS
DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1814-1975.

165	1814.	1 chemise
166	1823-1829.	1 chemise
167	1830-1839.	1 chemise
168	1840-1847.	1 chemise
169	1885-1889.	1 chemise
170	1890-1899.	1 chemise
171	1900-1902.	1 chemise
172	1948-1949.	1 chemise
173	1950-1959.	1 liasse
174	1960-1969.	1 chemise
175	1970-1975.	1 chemise
	176 - 182 ÉTATS ANNUELS DE LA POPULATION AU 1ER JANVIER. 1821-1903.	
176	1821-1829.	1 chemise
177	1830-1839.	1 chemise

178	1840-1847.	1 chemise
179	1870-1878.	1 chemise
180	1881-1889.	1 chemise
181	1800-1899.	1 chemise
182	1900-1903.	1 chemise
183	Tableaux présentant la structure de la population par classes d'âge. 1973.	1 chemise

*B. REGISTRES DE LA POPULATION ET MOUVEMENTS DE LA
POPULATION*

184	184 - 195 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1976. 1847-1864.	1 volume
185	1867-1881.	1 volume
186	1881-1900.	1 volume
187	1901-1910.	1 volume
188	1911-1920.	1 volume
189	1921-1931.	1 volume
190	1931-1948 (vol. 1, fol. 1-98).	1 volume
191	1931-1948 (vol. 2, fol. 101-200).	1 volume

192	1948-1961 (fol. 1-100).	1 volume
193	1948-1961 (fol. 101-200).	1 volume
194	1962-1970.	1 volume
195	1971-1976.	1 volume
196	196 - 199 REGISTRES DES SORTIES. 1901-1976. 1901-1920.	1 volume
197	1921-1954.	1 volume
198	1955-1961.	1 volume
199	1962-1976.	1 volume
200	200 - 203 REGISTRES DES ENTRÉES. 1901-1976. 1901-1920.	1 volume
201	1921-1954.	1 volume
202	1955-1961.	1 volume
203	1962-1976.	1 volume
426	Index du registre de la population. 1921-1931.	1 volume
204	204 - 215 DOSSIERS INDIVIDUELS D'ÉTRANGERS. 1935-1973. Ge. E., 1970.	2 pièces

205	He. Je., 1965.	1 chemise
206	He. Jo., 1965-1966.	1 chemise
207	Ka. J., 1958-1966.	1 chemise
208	Ka. P., 1947-1965.	1 chemise
209	Na. R., [1957].	1 pièce
210	Pl. B., 1935.	1 pièce
211	Pl. R., 1960.	2 pièces
212	Sa. L., 1964-1965.	1 chemise
213	Sc. A., 1958-1964.	1 chemise
214	Th. A., 1970.	1 pièce
215	To. J., 1956-1973.	1 chemise

C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

216	216 - 217 TABLEAUX PRÉSENTANT LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1970. [1975]. Volume 1.	1 cahier
217	Volume 2.	1 cahier
218	Tableaux présentant les résultats, par secteurs statistiques, du recensement de la population et des logements au 31 décembre 1970. [1975].	

1 cahier

219

Tableaux présentant les résultats du recensement des logements
au 31 décembre 1970. [1975].

1 cahier

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 220 " Dépouillement de la liste des électeurs pour 1875-1876 " ou brouillon de la liste des électeurs pour 1875 et 1876. 1875.
2 pièces
- 221 Liste des électeurs pour la Chambre des représentants et pour le Sénat valable du 1er octobre 1894 au 31 août 1895. 1894.
1 cahier
- 222 Listes des électeurs pour les chambres législatives, les conseils provinciaux et les conseils communaux en vigueur du 1er mai 1969 au 30 avril 1974. 1969-1971.
1 chemise

B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

- 223 - 231 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1921-1971.
- 223 1921 (élections du 24 avril 1921).
1 cahier
- 224 1926 (élections du 10 octobre 1926).
1 cahier
- 225 1932 (élections du 9 octobre 1932).
1 cahier
- 226 1938-1939 (élections du 16 octobre 1938).
1 chemise
- 227 1946-1947 (élections des 10 et 24 novembre 1946).
1 chemise
- 228 1952-1953 (élections du 12 octobre 1952).
1 chemise
- 229 1958-1959 (élections du 12 octobre 1958).
1 chemise
- 230 1964-1965 (élections du 11 octobre 1964).
1 chemise
- 231 1970-1971 (élections du 11 octobre 1970).
1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. GÉNÉRALITÉS

- 232 Fiches de repérage des points géodésiques et copie d'une carte topographique afférente. 1959. 1 chemise

B. SERVICE MILITAIRE

233 - 238 REGISTRES D'INSCRIPTION POUR LES LEVÉES DE MILICE.
1830-1910.

- 233 1830-1861. 1 volume
- 234 1862-1870. 1 volume
- 235 1871-1880. 1 volume
- 236 1881-1889. 1 volume
- 237 1890-1900. 1 volume
- 238 1901-1910. 1 volume

239 LISTES ALPHABÉTIQUES DES INSCRITS. 1830-1910.
1830-1861.

- 239 1 volume
- 1862-1870.
- 1871-1880.
- 1881-1889.
- 1901-1910.
- 240 Registre contenant les noms des miliciens arrivés dans la commune par congé limité ou illimité de leurs corps. 1849-1864. 1 volume

-
- - --- LISTES DES AJOURNÉS ET DES DISPENSÉS. 1873-1910.
- 1873-1880.
- 1881-1889.
- 1890-1900.
- 1901-1910.
- 241** États nominatifs des miliciens appelés au service et présentés au gouverneur de la province pour faire partie des contingents imposés au canton d'Étalle. 1880-1904. 1 chemise
- 242** États nominatifs des miliciens de la commune qui, au moment du tirage au sort, ont adressé, verbalement ou par écrit, au commissaire d'arrondissement ou à son délégué, des demandes de certificats motivées sur l'état de fortune de la famille. 1898-1906. 1 chemise
- 243** État des miliciens dont la désignation pour le service a été maintenue par le Conseil de révision. 1903. 1 pièce
- 244** État des miliciens dont la dispense du service a été maintenue par le Conseil de révision. 1907. 1 pièce
- 245** Extrait du registre matricule des sous-officiers et soldats du 1er Régiment de chasseurs à cheval, relatif à Jules Harmel, brigadier. 1910. 1 pièce
- 246** 246 - 251 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1977. 1924-1929. 1 chemise
- 247** 1930-1939. 1 chemise
- 248** 1940-1949. 1 chemise
- 249** 1950-1959. 1 chemise

-
- 250 1960-1969. 1 chemise
- 251 1970-1977. 1 chemise
- 252 *C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
Pièces relatives aux sommes dues, par la commune, à Victor Claisse, entrepreneur à Ansart, pour les travaux réalisés au cimetière des soldats à Orsinfaing. 1918-1919. 1 chemise
- 253 Relevé des sommes dues à Camille Ponce, entrepreneur, dans le cadre des travaux de démolition des six maisons incendiées par faits de guerre à Harinsart. 1942. 1 pièce
- 254 Copie d'un courrier émanant du commissaire général à la Restauration et courrier émanant du commissaire provincial à la Restauration concernant la démolition des ruines des maisons sinistrées au village de Harinsart. 1942. 2 pièces
- 255 Relevé comprenant l'évaluation des dégâts occasionnés par la guerre aux églises et aux ouvrages d'art. 22 octobre 1945. 1 pièce
- 256 Tableau des dépenses anormales occasionnées par la guerre. 1947. 1 pièce
- 257 257 - 259 DOSSIERS DE DEMANDES D'AUTORISATION D'UTILISATION DES MATÉRIAUX INTRODUITES AUPRÈS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DOMMAGES DE GUERRE. 1947-1948. Decot Maurice, 1948. 2 pièces
- 258 Hanus Eudore, 1948. 2 pièces
- 259 Yande Hermance, 1947. 2 pièces
- 260 Courrier adressé au Service central de la Matricule dans lequel le bourgmestre demande l'envoi d'attestations reconnaissant la qualité de résistant armé aux époux Paul Thiry et Victoire Sine en vue de l'introduction des demandes de rentes. 1967.

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

- 261** Règlements de police sur les inhumations dans les cimetières. 1916, 1933. 2 pièces
- 262** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal complétant le règlement de police sur la répression du maraudage et du vagabondage. 1951. 1 pièce
- 263** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant ordonnance de police concernant le raccordement à l'égout. 1957. 1 pièce

2. PERSONNEL

Consulter les n° 43 et 44 du présent inventaire.

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE

- 264** Arrêté du Collège échevinal concernant le déblaiement des neiges et la prise de mesures nécessaires pour lutter contre la glace et le verglas dans la partie agglomérée de la commune. 1942-1943. 1 pièce
- 265** Listes des chasseurs. 1965-[1976]. 1 chemise

4. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

- 266** 266 - 267 REGISTRES DES CONDAMNATIONS JUDICIAIRES. 1881-1953. 1881-1933. 1 volume
- 267** 1934-1953. 1 volume
- 268** Pièces relatives aux condamnations et aux casiers judiciaires des habitants de la commune. 1919-1963. 1 liasse

269	Bulletins transmis au bourgmestre par le juge de paix en matière de tutelle sur mineurs. 1938-1961.	1 chemise
	<i>270 - 292 FICHES DE RENSEIGNEMENTS. [DEUXIÈME MOITIÉ XXE SIÈCLE].</i>	
270	A.	1 chemise
271	B.	1 chemise
272	C.	1 chemise
273	D.	1 chemise
274	F.	1 chemise
275	G.	1 chemise
276	H.	1 chemise
277	I.	2 pièces
278	J.	1 chemise
279	K.	1 chemise
280	L.	1 chemise
281	M.	1 chemise
282	N.	1 chemise
283	O.	1 chemise

284	P.	1 chemise
285	R.	1 chemise
286	S.	1 chemise
287	T.	1 chemise
288	U.	2 pièces
289	V.	1 pièce
290	W.	1 chemise
291	Y.	1 pièce
292	Z.	1 pièce
293	<i>B. DÉFENSE AÉRIENNE PASSIVE</i> Liste nominative des miliciens désignés pour la garde territoriale antiaérienne. 1952.	1 pièce

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

294 Liste des habitants vaccinés et revaccinés. 1896-1963. 1 cahier

295 Registre d'inscription des enfants assujettis à la vaccination antivariolique. 1964-1967. 1 volume

B. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

296 Dossier relatif aux déclarations de cas de rage et aux mesures prises pour lutter contre cette maladie. 1966-1976. 1 liasse

C. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

297 Rapports présentant les résultats d'analyses d'eau alimentaire réalisées sur le territoire communal et avis émanant du bourgmestre. 1959-1976. 1 chemise

D. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

298 Dossier relatif au contrôle de salubrité de divers immeubles sis dans la commune. 1962-1968. 1 chemise

E. ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

299 Demande introduite par un particulier afin d'obtenir l'autorisation de placer, dans son atelier sis à Harinsart, un moteur à essence. 1908. 1 pièce

300 Pièces relatives à la construction de citernes à purin et de fosses à fumier sur des aisances communales. 1916-1958. 1 chemise

301 Pièces relatives à la création et à l'exploitation d'un dépôt d'immondices au lieu-dit " Aux Aunnais ". 1974. 1 chemise

F. IMMONDICES

302 Avis concernant l'enlèvement d'immondices. 1975.

1 pièce

303

Contrat conclu entre la commune et le directeur de la SA Ordures
Service Belgique pour l'enlèvement des ordures ménagères. 1975.

1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. GÉNÉRALITÉS

- 304 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant l'électrification des églises et autres bâtiments communaux. 1930. 1 pièce

2. BÂTIMENTS ET AUTRES INSTALLATIONS AFFECTÉS À LA SANTÉ
PUBLIQUE ET À L'HYGIÈNE

- 305 Plan d'une fontaine à ériger à Mortinsart. 1838. 1 pièce

- 306 Dossier ayant trait à la construction d'un lavoir couvert à Harinsart. 1895. 1 chemise

- 307 Dossier relatif à la réparation de la fontaine et du lavoir dit " Wirreghaut " à Mortinsart. 1946-1949. 1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

- 308 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant les travaux d'agrandissement des cours des deux écoles de Villers-sur-Semois. 1908. 1 pièce

- 309 Déclaration de réception définitive des travaux d'amélioration des locaux scolaires des garçons. 1913. 1 pièce

- 310 Facture délivrée par Adelin Dussard suite aux travaux d'installation de deux lampes à l'école des garçons. 1919. 1 pièce

- 311 Courrier envoyé par le ministre des Sciences et des Arts au lieutenant-général Richard, membre de la Chambre des représentants, concernant l'intervention de son département dans la reconstruction des locaux scolaires d'Orsinfaing. 1923. 1 pièce

-
- 312 Plans représentant la charpente et la toiture de l'école des filles. [première moitié XXe siècle].
2 pièces
- 313 Pièces relatives au projet du Comité scolaire des écoles subventionnées de Villers-sur-Semois de transformer le préau actuel de l'école des filles en un vestiaire et de transporter les installations sanitaires qui se trouvent dans la cour dans ce nouveau vestiaire. 1964.
1 chemise
- 314 Extraits des registres aux délibérations du Collège échevinal et du Conseil communal concernant les travaux d'installations sanitaires et de mise en état de la cour de l'école d'Orsinfaing. 1964.
2 pièces
- 315 Dossier relatif à la construction d'un garage à l'école d'Orsinfaing. 1964-1966.
1 chemise
4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE ET ANNEXES
- 316 Plan de la maison de cure de Villers-sur-Semois indiquant les travaux de réparation à y réaliser pour la mettre en bon état. 1838-1849.
1 pièce
- 317 Pièces relatives aux travaux de restauration de l'église de Villers-sur-Semois. 1904-1906.
1 chemise
- 318 Relevé de compte intérêts, facture et courrier émanant de Camille Pronce, entrepreneur, concernant les travaux réalisés au clocher de l'église ainsi qu'au presbytère. 1943.
1 chemise
- 319 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la construction d'un mur de soutènement au cimetière attenant à l'église de Villers-sur-Semois. 1949.
1 pièce
- 320 Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église et plus spécialement aux travaux de crépissage et de réparations diverses ainsi que de peinture. 1954-1965.
1 chemise
- 321 Pièces relatives à la fourniture d'un chemin de croix pour l'église d'Orsinfaing. 1961-1965.

-
- 1 chemise
- 322** Dossier ayant trait aux travaux d'installation électrique à l'église d'Orsinfaing réalisés dans le cadre de la restauration des églises de Villers-sur-Semois et d'Orsinfaing. 1974-1978.
1 chemise
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, ETC.)*
- 323** Tableau des chemins vicinaux de la commune. 2 septembre 1803 (15 fructidor an XI).
1 pièce
- Expédition du certificat du maire concernant la publication de l'état des chemins vicinaux. 1810.
- 324** Extrait du registre aux délibérations du Conseil municipal concernant la réclamation introduite par Emmanuel Gillet tendant à ce que la prairie qui lui appartient au lieu-dit " Le Gué au Loup " soit déclarée exempte de fournir le passage pour la sortie des foins des prairies voisines. 1811.
1 pièce
- 325** 325 - 327 ÉTATS GÉNÉRAUX DES CHEMINS ET SENTIERS. 1811-1842.
1811.
1 cahier
- 326** 1824.
1 cahier
- 327** 1842.
1 cahier
- 328** Pièces relatives au rétablissement du chemin de communication entre les mairies de Sainte-Marie-sur-Semois et de Villers-sur-Semois ainsi qu'à la reconstruction d'un pont sur la rivière de la Semois au point de contact dudit chemin avec cette rivière qui sert de limite entre les deux communes. 1817-1818.
1 chemise
- 329** Dossier relatif aux travaux d'entretien et d'amélioration de la voirie vicinale et des chemins de culture. 1836-1916.
1 liasse
- 330** Courrier émanant du commissaire d'arrondissement relatif à l'atlas

-
- des chemins vicinaux. 1845. 1 pièce
- 331** Dossier ayant trait aux travaux d'assainissement de la section de Mortinsart. 1860-1861. 1 chemise
- 332** Dossier relatif aux servitudes d'alignement et non aedificandi. 1895-1963. 1 chemise
- 333** Pièces relatives à la réclamation faite par Jean-Baptiste Mergeai contre un conseiller communal de la section de Mortinsart suite à l'appropriation d'une parcelle et à la plantation d'arbres le long de la route reliant Mortinsart à Villers-sur-Semois. 1899. 1 chemise
- 334** Plan dressé dans le cadre des travaux de voirie à réaliser à Villers-sur-Semois, Orsinfaing et Mortinsart. 1902-1903. 1 pièce
- 335** Dossier relatif à la reconstruction de deux ponts sur la Semois sous la route reliant Villers-sur-Semois à Han. 1902-1904. 1 chemise
- 336** Dossier relatif aux travaux réalisés sur le chemin n° 36 à Mortinsart ainsi qu'aux travaux de voirie à Orsinfaing et Villers-sur-Semois. 1902-1905. 1 chemise
- 337** Plan et procès-verbal de réception dressés dans le cadre de l'empierrement du chemin n° 21. 1903-1904. 2 pièces
- 338** Courrier envoyé par le ministre de l'Agriculture au gouverneur de la province concernant les travaux à exécuter à divers chemins de la commune en vue de la réparation des dégâts causés par les armées. 1921. 1 pièce
- 339** Dossier relatif à la pose d'aqueducs, de puisards et de filets d'eau à Villers-sur-Semois. 1931-1936. 1 chemise
- 340 - 341** DOSSIER RELATIFS AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'AQUEDUCS ET DE FILETS D'EAU. 1937-1958.
- 340** Harinsart et Mortinsart, 1937-1939.

		1 chemise
341	Villers-sur-Semois, 1953-1958.	1 chemise
342	Devis, cahier spécial des charges et plan relatifs à l'empierrement du chemin " De la Vanne " et du chemin dit " Bouteux des morts ". 1938.	1 chemise
343	Pièces relatives aux travaux d'empierrement des chemins agricoles situés aux lieux-dits " Quentin " et " Entre deux Rues " à Harinsart. (1942) 1953.	1 chemise
344	Dossier concernant les travaux de construction d'un pont provisoire sur la Semois, mitoyen des communes de Sainte-Marie-sur-Semois et de Villers-sur-Semois suite à sa destruction par faits de guerre, puis à la reconstruction définitive de ce pont. 1945-1953.	1 chemise
345	Dossier ayant trait aux travaux de réfection extraordinaire des chemins n° 1, 21 et 55. 1953-1954.	1 chemise
346	Dossier relatif aux travaux de canalisation d'un fossé à Harinsart, le long de la route d'État. 1953-1954.	1 chemise
347	Dossier relatif à la reconstruction du pont sur la Semois, route de Villers-sur-Semois à Han-Tintigny. 1965-1969.	1 chemise
348	Pièces relatives aux travaux de construction d'un réseau d'égouts et à la modernisation de la voirie intérieure dans la section d'Orsinfaing. 1967-1969.	1 chemise
349	Dossier relatif à l'amélioration du chemin à caractère agricole reliant Han à Villers-sur-Semois. 1969-1973.	1 chemise
350	Dossier relatif à la modernisation et à l'amélioration de la voirie intérieure à Mortinsart. 1973-1977.	1 chemise

*C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU ET
ASSAINISSEMENT DE TERRAINS MARÉCAGEUX*

- 351 Dossier relatif aux travaux de curage, de redressement et d'entretien des cours d'eau. 1832-1910. 1 chemise
- 352 Plan établi dans le cadre de l'étude du plan régional d'aménagement de la Semois. [1943 ?]. 1 pièce
- 353 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de la Haute-Semois. 1950-1956. 1 liasse
- 354 Dossier concernant des travaux de drainage de la fange communale dite " Les Aisances ". 1962-1963. 1 chemise
- 355 Dossier ayant trait aux travaux de curage de la Semois dans les communes de Tintigny, Villers-sur-Semois, Sainte-Marie-sur-Semois, Étalle, Chantemelle et Vance. 1964-1965. 1 chemise

D. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. ÉCLAIRAGE PUBLIC

- 356 Plan cadastral du village établi dans le cadre du projet d'installation de l'éclairage électrique à Villers-sur-Semois. 1917-1918. 1 pièce
- 357 Pièces relatives à l'ajout de foyers d'éclairage public. 1969-1973. 1 chemise

2. DISTRIBUTION D'EAU

- 358 Pièces relatives aux travaux à exécuter pour l'assainissement du village et à la construction d'une fontaine. 1859-1860. 1 cahier
- 359 Dossier relatif aux travaux de construction de fontaines à Villers-sur-Semois et Orsinfain. 1882-1884. 1 chemise
- 360 Devis, cahier des charges et plan relatifs aux travaux d'alimentation d'un bac abreuvoir à Villers-sur-Semois. 1892-1899. 1 chemise

-
- 361 Cahier des charges et plan dressés dans le cadre de l'établissement de conduites d'eau et de lavoirs à Villers-sur-Semois et Mortinsart. 1895. 2 pièces
- 362 Pièces relatives à l'amélioration des fontaines de Mortinsart. 1946-1947. 1 chemise
- 363 Dossier relatif à l'établissement et au renforcement de la distribution d'eau destinée à alimenter les communes de Houdemont, Habay-la-Vieille et Villers-sur-Semois. 1949-1976. 1 chemise
- 364 Dossier relatif à l'établissement d'une distribution d'eau dans les sections de Villers-sur-Semois et Mortinsart. 1961-1963. 1 liasse
3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 365 Expédition d'un arrêté royal approuvant la délibération du Conseil communal par laquelle ce dernier demande l'autorisation d'installer, dans le " Bois de la Fosse ", une ligne électrique pour le transport du courant à haute tension. 1928. 1 pièce
- 366 Pièces relatives à l'établissement d'un réseau basse-tension dans les sections de Villers-sur-Semois, Orsinfain, Harinsart et Mortinsart. 1930. 1 chemise
- 367 Devis émanant de la SA Société d'électricité de la province de Luxembourg (SODÉLUX) pour les travaux de réparation restant à effectuer aux réseaux électriques suite aux dommages subis par faits de guerre. 1946. 1 pièce
- 368 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à des demandes introduites par des particuliers en vue d'obtenir le raccordement de leur habitation au réseau basse-tension de la section d'Orsinfain. 1948-1949. 2 pièces
- 369 Plan dressé dans le cadre de l'électrification de la section d'Orsinfain. [première moitié XXe siècle]. 1 pièce

-
- 370 Plan dressé dans le cadre de l'extension du réseau basse-tension vers la halte de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB). 1952-1953. 1 pièce
- 371 Plans et devis relatifs à l'extension du réseau basse tension vers des habitations. 1954-1955. 1 chemise
- 372 Plan dressé dans le cadre de la modification du raccordement haute tension du poste aérien de Villers-sur-Semois. 1970. 1 pièce
- 373 Plans représentant la ligne aérienne à haute tension Neufchâteau - Villers-sur-Semois. 1976. 1 liasse
4. DISTRIBUTION DE GAZ
- 374 Pièces relatives au placement d'une canalisation de gaz naturel sur le territoire de la commune. 1971. 1 chemise
5. TÉLÉPHONE
- 375 Dossier concernant les travaux réalisés par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) sur le territoire communal. 1931-1976. 1 chemise
6. TRANSPORTS EN COMMUN
- 376 Dossier relatif à la construction d'abris pour voyageurs. 1963-1966. 1 chemise
- 377 Pièces ayant trait à la signalisation à distance devant être placée aux passages à niveau n° 1, 2 et 3 de la ligne 155. 1968. 1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 378 Dossier relatif aux demandes de permissions introduites par la SA Société d'électricité de la province de Luxembourg (SODELUX) tendant à faire établir des lignes électriques aériennes à haute tension. 1927-1929. 1 chemise
- 379 Tableaux statistiques des bâtiments construits, transformés,

détruits ou démolis. 1959-1976.

1 chemise

380

Dossier relatif à la délimitation du territoire communal en zones agricoles et forestières. 1963-1967.

1 chemise

381

Arrêté royal du 11 décembre 1963 désignant les communes constituant le secteur Sud-Luxembourg ; secteur qui doit faire l'objet d'un plan d'aménagement. 1964.

1 pièce

382

Liste des permis de bâtir délivrés entre 1964 et 1976. 1976.

1 pièce

F. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES

Consulter les n° 317 et 320 du présent inventaire.

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

383 Rapport sommaire présenté par l'inspecteur principal sur l'état de l'école primaire d'Orsinfraing. 1904. 1 pièce

384 Rapports mensuels de l'inspection médicale scolaire. 1964. 1 chemise

B. ORGANISATION

385 Règlement des écoles primaires. 1922-1937. 1 cahier

386 Dossier relatif à la fixation des jours de vacances et de congés scolaires. 1960-1974. 1 chemise

C. PERSONNEL

Consulter les n° 30 à 39 du présent inventaire.

D. BÂTIMENTS

387 Courrier par lequel des religieuses demandent au Conseil communal de faire réaliser des travaux dans l'école primaire. [début XXe siècle]. 1 pièce

E. FINANCES

388 Dossier relatif à l'octroi des subsides et subventions scolaires. 1920-1976. 1 chemise

F. AVANTAGES SOCIAUX

389 Arrêté de la Députation permanente concernant le recours introduit par un habitant d'Attert sur l'octroi d'une bourse d'étude de la fondation Marci à un habitant de la commune de Villers-sur-Semois. 1911. 1 pièce

XIII. VIE ÉCONOMIQUE

A. AGRICULTURE

- 390 Formulaires complétés dans le cadre de l'affût au sanglier. 1967-1975.
1 chemise

B. ÉLEVAGE

- 391 Tableaux dressés dans le cadre d'enquêtes sur l'effectif du cheptel porcin. 1969, 1974.
2 pièces

C. CIRCULATION

- 392 Requête introduite auprès du ministre des Chemins de Fer et des sénateurs et députés de l'arrondissement pour l'obtention d'une voie ferrée reliant Marbehan à Signeulx par Rulles, Villers-sur-Semois, Étalle, Vance, Chantemelle, Saint-Léger et Mussy-la-Ville. 1907.
1 cahier
- 393 Dossier relatif à la demande introduite par la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) en vue de continuer l'exploitation du service d'autobus reliant Marbehan, Virton, Saint-Mard, Lamorteau et extension. 1960.
1 chemise

D. COMMUNICATION

- 394 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la mise en communication de la commune avec le bureau téléphonique de Marbehan. 1908.
2 pièces

E. APPROVISIONNEMENT

- 395 Contrat d'adjudication de la concession du service d'électricité dans la commune. 1930.
1 pièce

396 - 397 DOSSIERS RELATIFS AUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC D'AUTRES COMMUNES POUR LA FOURNITURE DE L'EAU POTABLE. 1954-1974.

- 396 Rossignol, 1960-1969.
1 chemise

- 397 Rulles, 1954-1974. 1 chemise
- 398 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au règlement sur la distribution d'eau. 1958. 1 chemise
- 399 Questionnaire établi par le Conseil supérieur des distributions d'eau concernant la distribution d'eau de la commune. [1962 ?]. 1 chemise
- 400 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant le raccordement des pâtures à la distribution d'eau. 1962-1963. 1 pièce
- 401 Tableaux dressés dans le cadre du recensement des ressources aquifères souterraines pour les années 1968 à 1973. 1969-1974. 1 chemise

-
- 402** XIV. AFFAIRES SOCIALES
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant l'octroi d'une allocation de naissance aux familles nombreuses. 1953. 1 pièce
- 403** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant l'octroi d'une prime à la construction. 1959. 1 pièce
- 404** Registre des bénéficiaires de la majoration de rente de vieillesse. 1964-1976. 1 volume
- 405** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à l'adhésion de la commune à l'organisation du service de consultations itinérantes pour nourrissons via l'Œuvre nationale de l'enfance (ONE) et à sa participation dans l'acquisition de véhicules nécessaires à ce service. 1971. 1 pièce

XV. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. CADRE GÉNÉRAL

- 406 Conventions signées avec les cliniques " La Gaume " et " Saint-Pierre " en vue du transport et de l'admission des malades ou accidentés de la commune. 1959-1969. 1 chemise

B. PERSONNEL

- 407 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique ayant trait à la nomination d'un receveur intérimaire. 1946. 1 pièce
- 408 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique concernant la nomination d'un secrétaire. 1958. 1 pièce
- 409 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique concernant la nomination de Narcisse Warnimont à la fonction de président. 1971. 1 pièce

C. FINANCES

- 410 Compte de fin de gestion que rend Raphaëlle Jacques-Antoine, receveur temporaire, à son successeur Jeanny Mergeai, des recettes et des dépenses effectuées par lui sur les budgets de 1965 et 1966. 1966. 1 pièce
- 411 411 - 412 COMPTES. 1968-1973. 1968-1969. 2 cahiers
- 412 1970-1973. 1 chemise
- 413 Formulaires statistiques sur les budgets. 1970-1971. 2 pièces
- 414 Budgets. 1970-1976. 1 chemise

D. EXÉCUTION DES TÂCHES

- 415 Dossier relatif à la prise en charge des frais d'entretien d'indigents par les autorités publiques. 1907-1973. 1 chemise
- 416 Doubles de bons individuels fournis à une famille d'Harinsart pour des produits alimentaires et de chauffage. 1966. 1 chemise

XVI. FABRIQUES D'ÉGLISE

A. GÉNÉRALITÉS

- 417 Courrier adressé au gouverneur de la province par le directeur général de l'Administration des Cultes, Dons, Legs et Fondations lui demandant de lui fournir la liste complète des fabriques d'églises et des conseils d'administration des temples et synagogues de la province et courrier émanant du bourgmestre. 1975-1976.
2 pièces

B. PAROISSE SAINT-MARTIN DE VILLERS-SUR-SEMOIS

1. GÉNÉRALITÉS

- 418 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique et pièces afférentes. 1962-1976.
1 chemise

2. PATRIMOINE

- 419 Courrier émanant des autorités fabriennes demandant aux autorités communales de pourvoir, faute de ressources nécessaires, à diverses réparations et à l'assainissement du presbytère. 1916.
1 pièce

- 420 Rapport dressé par le secrétaire de la Commission diocésaine d'art sacré suite à sa visite du 18 février 1972 sur l'église et le presbytère de Villers-sur-Semois. 1972.
2 pièces

- 421 Courrier émanant du greffier provincial demandant au bourgmestre de lui faire parvenir un rapport au sujet d'un banc de communion qui aurait disparu et réponse. 1974.
2 pièces

3. FINANCES

- 422 Comptes. 1975-1976.
2 cahiers

C. PAROISSE SAINTE-HÉLÈNE D'ORSINFAING

1. GÉNÉRALITÉS

- 423 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique. 1965-1976.

1 chemise

424 2. PATRIMOINE
Pièces relatives au legs fait par Denise Rogier, veuve de Joseph
Planchard. 1974.

1 chemise